



Surmonter la paralysie économique de l'Algérie

Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°192 | 19 novembre 2018

Traduit de l'anglais

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Un modèle économique à bout de souffle	3
A. Une dépendance dangereuse aux réserves d'hydrocarbures qui s'épuisent	3
B. Le choc pétrolier de 2014.....	5
C. Quel programme de réforme ?.....	6
D. Les traumatismes du passé.....	7
III. L'élaboration des politiques économiques.....	11
A. L'art de la politique économique	11
B. Eviter les troubles	13
IV. L'influence croissante du secteur privé.....	16
A. Une classe qui gagne en pertinence politique	16
B. A qui appartient le secteur privé ?	17
V. Surmonter la paralysie	20
VI. Conclusion	24
ANNEXES	
A. Carte de l'Algérie	25
B. A propos de l'International Crisis Group	26
C. Rapports et briefings sur le Moyen-Orient et Afrique du Nord depuis 2015	27
D. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	29

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Depuis la chute du cours du pétrole en 2014, le modèle économique de l'Algérie, qui a émergé de la guerre civile des années 1990, paraît s'essouffler de plus en plus. Malgré de nombreuses promesses de réformes, le système politique reste paralysé, avec à sa tête un président vieillissant et malade qui semble prêt à entamer un nouveau mandat de cinq ans après les élections de 2019.

En quoi est-ce significatif ? La réforme de la politique économique de l'Algérie n'a que trop tardé. Mais l'incertitude autour d'une éventuelle succession présidentielle et la volonté d'une classe entrepreneuriale très dépendante de l'Etat de maintenir le statu quo entravent la capacité du gouvernement à prendre les mesures indispensables pour faire face aux défis de la prochaine décennie.

Comment agir ? Les premières étapes pourraient consister à améliorer la transparence des finances publiques, à mener un débat élargi sur les défis auxquels l'Algérie est confrontée et sur les moyens de les relever, et à mettre l'accent sur la jeunesse algérienne, qui représente la majeure partie de la population et dont l'avenir est en jeu, lors des discussions sur les réformes.

Synthèse

La nécessité de diversifier l'économie algérienne pour diminuer sa dépendance aux hydrocarbures revêt un caractère d'urgence depuis que le cours du pétrole a commencé à chuter de façon spectaculaire, en 2014. Les nouvelles réalités financières ne permettent plus de maintenir le niveau élevé de dépenses publiques des dix dernières années, qui vide rapidement les caisses de l'Etat et augmente le déficit. Malgré les promesses des gouvernements successifs de faire des réformes et de rééquilibrer les finances publiques, la paralysie politique a fait obstacle à toute mesure décisive. L'histoire récente du pays – marquée par la récession économique des années 1980 et l'instabilité politique qui s'ensuivit, puis la guerre civile des années 1990 – entrave les efforts du gouvernement pour trouver un consensus politique sur des réformes et les mettre en œuvre. Faute d'y parvenir, une nouvelle période d'instabilité risque de s'ouvrir. Pour sortir de cette impasse, le gouvernement devrait tenter d'être plus transparent et de mieux communiquer sur les difficultés économiques du pays, de consulter un éventail plus large d'acteurs socio-économiques et de mettre l'accent en particulier sur les jeunes.

Le pays se heurte à deux difficultés majeures. Certains groupes réunis autour d'intérêts particuliers et disposant d'une influence politique notable défendent le statu quo, dont bénéficie la sphère entrepreneuriale très dépendante de l'Etat. Par ailleurs, des considérations politiques limitent l'enthousiasme pour une approche plus agressive. Les troubles politiques et le bain de sang qui ont suivi les mesures d'austérité et les réformes politiques des années 1980 et 1990 continuent de hanter les esprits. Le gouvernement se montre logiquement réticent à renoncer aux dépenses publiques généreuses qui ont aidé à rétablir la paix dans le pays à la suite de la « décennie noire » des années 1990 – au moins 200 000 Algériens sont morts dans les combats qui ont opposé l'Etat aux groupes islamistes. La question de la succession et de l'héritage d'Abdelaziz Bouteflika, président depuis 1999 et architecte de la réconciliation nationale, est un autre élément important. Bouteflika semble déterminé à se présenter pour un cinquième mandat de cinq ans en avril prochain, en dépit d'une santé fragile et des voix qui s'élèvent pour lui demander de passer le relai à une nouvelle génération. Ce facteur contribue au sentiment général de paralysie.

Malgré une augmentation des recettes en 2018 du fait d'un rétablissement (peut-être temporaire) du cours du pétrole, la crise économique pourrait frapper le pays dès 2019. Elle pourrait se greffer aux tensions qui entourent l'élection présidentielle (que Bouteflika gagnerait haut la main si, comme prévu, il se représentait) et, au-delà, la transition politique à venir. Pour éviter la crise, le gouvernement a mis en œuvre plusieurs séries de coupes budgétaires, dont les résultats ne seront pas immédiats, et a mené une politique monétaire expansionniste, qui alimente l'inflation et permet seulement au gouvernement de gagner du temps sans s'attaquer aux problèmes de fond. Bien que les responsables gouvernementaux aient tracé les contours d'un programme plus large de diversification industrielle et de réforme des subventions, entre autres mesures, les experts nationaux et internationaux soulignent toujours l'absence de stratégie de réforme globale. Le changement menace trop d'intérêts politiques et commerciaux et cela gâche les chances d'anticiper une crise fiscale qui, si elle n'est pas maîtrisée assez tôt, nécessitera des politiques plus douloureuses et sources d'instabilité.

L'incertitude politique qui caractérise l'élaboration de la politique économique était manifeste au temps du Premier ministre Abdelmajid Tebboune, remercié en 2017 après avoir tenté d'opérer de profonds changements de politique économique. Son successeur, Ahmed Ouyahia, trois fois Premier ministre par le passé, est un pilier de la classe dirigeante ; à défaut de nouveauté, il apporte son expérience et sa capacité à naviguer dans les eaux troubles d'un gouvernement divisé. Néanmoins, tous les gouvernements algériens finissent par être affectés par la paralysie croissante – dans le domaine de la politique économique comme ailleurs – d'un régime présidentiel fort, résultat de l'état de santé de Bouteflika et de l'incertitude sur la façon dont son éventuel successeur fera évoluer la relation entre le pouvoir politique, le secteur public et le secteur privé.

A terme, l'Algérie ne pourra pas se contenter d'apporter de petits ajustements techniques à sa politique économique. Elle devrait tenter de renégocier le contrat social implicite entre l'Etat et les citoyens, longtemps façonné par les avantages (et inconvénients) d'une économie fondée sur la rente pétrolière, à savoir que l'Etat pourvoyait aux besoins d'une population tenue de s'exécuter. Les failles de ce modus vivendi sont de plus en plus apparentes, en particulier lors des fréquentes manifestations socio-économiques qui agitent le du pays. Néanmoins, depuis la fin des années 1980, les modes de contestation exprimant un désir de changement – manifestations de masse, appels à des réformes politiques et nombre d'autres formes d'activisme obligeant parfois l'Etat à faire des concessions – ont souvent généré une profonde instabilité et des conflits. Près de vingt ans après la fin de la guerre civile des années 1990, il est temps d'abandonner ce modèle de moins en moins viable, tout en reconnaissant ce qu'il a pu apporter en matière de paix et de stabilité.

Pour lancer ce processus, le gouvernement devrait prendre des mesures simples pour établir une feuille de route de la réforme économique :

- ❑ Communiquer davantage avec le public et être plus transparent concernant l'état des finances publiques et les mesures qu'il compte prendre dans ce domaine. Le gouvernement devrait éviter d'introduire de nouvelles politiques sans consulter les institutions étatiques et sans les préparer. Il devrait également répondre aux préoccupations croissantes de la population en matière de corruption, par exemple en nommant une commission chargée d'examiner quelles réformes administratives et législatives seraient le mieux à même d'y couper court. Sur le long terme, ce serait un outil plus efficace que les procès, perçus comme très politisés et peu dissuasifs ;
- ❑ Inclure un éventail plus large d'acteurs de la société civile et du secteur privé dans ses consultations sur la politique économique, au-delà des associations d'entreprises et des syndicats qui sont actuellement ses principaux interlocuteurs ;
- ❑ Mettre l'accent en particulier sur les jeunes dans l'élaboration du programme de réforme, qu'ils soient demandeurs d'emploi ou entrepreneurs. Cela pourrait passer, dans un premier temps, par une enquête sur les besoins des jeunes Algériens et par la création de mécanismes de consultation pour prendre en compte leur opinion.

Alger/Bruxelles, 19 novembre 2018

Surmonter la paralysie économique de l'Algérie

I. Introduction

L'Algérie fait face à deux transitions difficiles. La première, rendue nécessaire par la chute des prix du pétrole depuis le pic du début des années 2010, correspond à la sortie d'un modèle économique reposant principalement sur les revenus pétroliers et gaziers et sur d'importantes dépenses publiques. La seconde se rapporte à une succession présidentielle incertaine, avec un président, Abdelaziz Bouteflika, âgé de 81 ans et très affaibli par un accident vasculaire cérébral en 2013, qui arrivera au terme de son quatrième mandat de cinq ans en 2019. Ces deux transitions sont liées : l'ère Bouteflika a coïncidé, jusqu'en 2014, avec une période d'augmentation continue des prix du pétrole qui a soutenu l'économie algérienne alors que le pays se relevait de la guerre civile des années 1990. Cette période a aussi vu naître une nouvelle classe d'entrepreneurs qui a stimulé la croissance mais dont le poids politique croissant et la corruption rampante constituent un frein aux réformes. Pour préserver la relative stabilité de l'Algérie dans une région tourmentée, il sera crucial de réussir simultanément ces deux transitions.

Ce rapport montre pourquoi le modèle économique actuel n'est pas viable, une situation que les autorités reconnaissent ouvertement mais qu'elles peinent à corriger. Cette difficulté est courante dans les Etats « rentiers » – dont le budget annuel dépend excessivement des revenus pétroliers – confrontés à l'impératif de changement : la population, habituée au carburant et autres produits de base subventionnés, voit d'un mauvais œil la baisse des dépenses publiques. En Algérie, la tâche est rendue plus difficile par le lien tacite entre la prospérité économique et le processus de réconciliation nationale entrepris depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika, en 1999. La conjoncture économique des années d'après-guerre civile, avec des prix du pétrole au beau fixe permettant à la fois des dépenses sociales et l'émergence d'une nouvelle élite économique, a contribué à éviter le retour de la violence. Les réformes sont freinées à la fois par les traumatismes persistants de la guerre civile – qui avait commencé comme un mouvement populaire appelant à des réformes politiques et économiques pour se terminer dans un bain de sang –, et par la capacité de groupes d'intérêts influents qui ont prospéré sous Bouteflika de bloquer tout changement politique qui risquerait de les affecter négativement.

Les soulèvements arabes de 2011 et leurs conséquences ont souligné la fragilité des modèles économiques et politiques qui existent dans la région. L'Algérie ne s'identifie pas à ces pays car elle a connu, et fini par surmonter, ses propres bouleversements politiques et sociaux majeurs dans les années 1980 et 1990. Conséquence de cette histoire et des traumatismes associés, le pays n'a pas connu de troubles significatifs en 2011. La classe au pouvoir, bien que souvent critiquée, conserve une légitimité historique qui découle de la guerre de libération nationale contre la France, ainsi que le soutien de la population, en partie du fait de l'absence d'alternatives claires. Pourtant, l'Algérie a de nombreux points communs avec ses voisins : une population très jeune, une économie réfractaire aux réformes qui tourne au ralenti, et une passation

de pouvoir plus qu'incertaine à l'horizon. Le sentiment d'être à l'abri des tendances régionales ne devrait pas donner lieu à de la complaisance.

Ce rapport repose sur des recherches effectuées en Algérie en 2017 et 2018, y compris des entretiens menés avec des responsables gouvernementaux et politiques, des entrepreneurs, des membres de la société civile, des universitaires et des journalistes. Il s'intéresse aux façons de conjuguer la volonté actuelle d'éviter un choc socio-économique en pleine transition politique et la nécessité pour le pays de s'adapter à un environnement économique très volatile et de répondre aux attentes des Algériens au seuil de la prochaine décennie.

II. Un modèle économique à bout de souffle

A. Une dépendance dangereuse aux réserves d'hydrocarbures qui s'épuisent

L'Algérie est extrêmement dépendante des revenus des hydrocarbures. Le pétrole et le gaz représentaient 97 pour cent des exportations, deux tiers des revenus de l'Etat et un tiers du PIB en 2014.¹ En des jours meilleurs, cette ressource a permis à l'Etat de dépenser sans compter pour acheter la loyauté des élites et la paix sociale. Les revenus du pétrole ont permis au gouvernement d'ignorer largement les demandes de participation citoyenne et de transparence. Et quand les bénéfices financiers tels que les généreuses subventions et la gratuité des logements se sont révélés insuffisants pour étouffer la grogne sociale, ces revenus ont permis aux services de sécurité d'acquiescer les moyens coercitifs nécessaires pour la réprimer.²

Mais l'économie de rente a ses défauts. Elle a rendu l'Etat complaisant, protégé un secteur privé dans lequel les marchés publics sont attribués sur la base des relations personnelles plutôt que du mérite ou de l'efficacité, et maintenu des industries non compétitives à l'échelle internationale. Cela a également favorisé un sentiment d'ayant droit au sein de la population. Ces différents facteurs ont fait de l'Algérie un pays vulnérable aux fluctuations mondiales des prix des marchandises, ce qui risque de transformer le déclin économique qui dure depuis 2014 en une crise de légitimité politique. Le manque d'efficacité dans le secteur énergétique entrave encore davantage une économie qui tourne au ralenti. Ainsi, tandis que sa production diminue, l'Algérie est devenue le seul membre de l'OPEP à pomper en-dessous du quota autorisé, malgré les efforts entrepris pour attirer de nouveaux investisseurs.³

Les réserves énergétiques prouvées de l'Algérie s'amenuisent également. Le calendrier prévisionnel d'extraction – vingt ans pour le pétrole et quinze pour le gaz – indique que d'ici une ou deux générations et à moins de nouvelles découvertes significatives ou d'avancées technologiques majeures, les réserves pourraient être épuisées.⁴ En attendant, les effets de la baisse des investissements internationaux dans le secteur des hydrocarbures et du vieillissement des champs pétrolifères se font déjà sentir. En 2007, l'Algérie a exporté 85 milliards de mètres cubes (mmc) de gaz naturel ; en 2018, l'objectif d'exportation n'est plus fixé qu'à 50 mmc. En outre, la consommation nationale augmente, du fait de la croissance démographique et de

¹ Entretien de Crisis Group, Amor Khelif, directeur de recherche, Centre de recherche en économie appliquée pour le développement, Alger, septembre 2017. Voir aussi Yanis Ainas, Nacer Ouarem et Said Souam, « Les hydrocarbures : atout ou frein pour le développement de l'Algérie ? », *Revue Tiers Monde*, no. 210 (février 2012), p. 69-88.

² Merouan Mekouar, *Protest and Mass Mobilization: Authoritarian Collapse and Political Change in North Africa* (New York, 2016), p. 15-16.

³ Depuis le pic de 2005 – 1,7 million de barils de pétrole par jour et 250 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour – la production de pétrole et de gaz a chuté. Voir « Algeria is reforming its laws to attract foreign investment in hydrocarbons », U.S. Energy Information Administration, 4 août 2015. Des déclarations publiques erronées et un climat d'opacité autour des statistiques de production de gaz contribuent à dissuader les investisseurs. Selon un analyste, « lorsque l'on cherche à obtenir les statistiques de production du gaz, on a l'impression de chercher un secret d'Etat ». Entretien de Crisis Group, Geoff Porter, PDG, North Africa Risk Consulting, mai 2017.

⁴ Entretien de Crisis Group, expert de l'Algérie au sein d'une organisation financière internationale, Washington, février 2017.

l'évolution des modes de consommation. Une proportion croissante de la production reste dans le pays, ce qui diminue les exportations et, par conséquent, l'accès aux devises étrangères nécessaires à l'importation de marchandises.

L'Algérie redouble d'efforts pour augmenter sa production, y compris en employant des techniques controversées telles que la fracturation hydraulique.⁵ Tandis que l'ambivalence affichée concernant une participation étrangère accrue dans le secteur du pétrole et du gaz a bloqué à maintes reprises les réformes réglementaires, l'Etat pourrait se trouver dans l'obligation d'opter pour des solutions plus radicales, comme rendre l'investissement en Algérie plus attractif pour des multinationales capables d'améliorer le rendement des puits existants et de développer de nouvelles ressources telles que le gaz de schiste.⁶ Le projet du gouvernement d'augmenter la production de pétrole de 14 pour cent d'ici 2019 et d'investir des milliards dans l'exploration n'est pas réaliste, en partie à cause des interminables scandales de corruption qui paralysent la Sonatrach, l'entreprise pétrolière d'Etat ; ceux-ci sont généralement considérés comme le résultat d'un bras de fer entre les responsables politiques et les services de renseignement.⁷ Une gestion chaotique, marquée par la succession de quatre ministres de l'Energie et de six PDG de la Sonatrach depuis 2010, a affecté la stabilité du secteur pétrolier. Comme le souligne un analyste de l'industrie pétrolière :

Ce fut un double revers. Le scandale qui a entaché la Sonatrach et le ministère de l'Energie en 2010 a laissé tout le monde dans l'expectative. A cette période a succédé la chute des prix du pétrole en 2014. Or, avec cette dégringolade, même si les entreprises pétrolières se sentaient mieux armées pour faire face aux risques liés aux changements à leur tête et à l'environnement réglementaire, elles ne disposaient pas de la marge de manœuvre financière qui leur aurait permis de retourner en Algérie et de commencer à investir.⁸

⁵ Les récentes initiatives d'exploitation du gaz de schiste risquent de susciter de nouvelles vagues de mécontentement dans le Sud, où sa production a déjà provoqué des manifestations par le passé. Voir le rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°171, *Sud de l'Algérie : turbulences à l'horizon*, 21 novembre 2016.

⁶ Un analyste de l'industrie pétrolière déclare : « Auparavant, le ministre de l'Energie et [l'entreprise pétrolière nationale] Sonatrach parlaient de la réforme du secteur parce qu'il convenait de le faire. Désormais, on ressent un réel sentiment d'urgence ». Entretien de Crisis Group, Geoff Porter, PDG, North Africa Risk Consulting, octobre 2017. Pour davantage d'informations sur la réforme du secteur pétrolier, voir Viktor Katona, « Why Algeria's Oil Sector Isn't Booming », oilprice.com, 6 septembre 2018.

⁷ En 2009 et 2010, le Département du renseignement et de la sécurité (DRS), le service de renseignements algérien, a accusé de hauts responsables de l'entreprise pétrolière publique Sonatrach et le ministre de l'Energie de l'époque, Chekib Khelil, de pots-de-vin. L'accusation a été largement perçue comme une attaque contre le président, Khelil étant l'un des plus proches alliés de Bouteflika. Voir « Algerian leader spars with security chiefs », United Press International, 3 février 2010 ; Mélanie Matarese, « L'entourage de Bouteflika éclaboussé par les affaires », *Le Figaro*, 1^{er} avril 2013. Khelil, qui dément ces accusations, a fui aux Etats-Unis en 2013 et est rentré en Algérie en avril 2016 après le démantèlement de la DRS par Bouteflika. Voir Farid Alilat, « Algérie : Chakib Khelil, les secrets d'un retour », *Jeune Afrique*, 14 juin 2016. Pour plus d'informations sur le démantèlement de la DRS, voir le rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°164, *L'Algérie et ses voisins*, 12 octobre 2015.

⁸ Entretien de Crisis Group, Geoff Porter, PDG, North Africa Risk Consulting, mai 2017.

B. *Le choc pétrolier de 2014*

Mi-2014, les prix du pétrole ont entamé une chute vertigineuse. Le baril, qui valait entre 80 et 110 dollars de 2011 à 2013, s'est négocié entre 40 et 60 dollars pendant presque toute la période 2015-2017. Depuis, l'Algérie a puisé dans ses 200 milliards de dollars de réserves de change pour maintenir son économie à flot, ce qui a souligné les faiblesses structurelles de son modèle économique. La chute du cours du pétrole a eu des conséquences désastreuses pour les caisses de l'Etat : en 2007, les recettes publiques s'élevaient à 74 milliards de dollars ; en 2017, elles étaient tombées à 24 milliards de dollars.⁹ Parallèlement, l'Algérie a triplé sa facture d'importation de carburant entre 2016 et 2017, pour atteindre un montant record de 2,5 milliards de dollars.¹⁰

Bien que le prix du baril de pétrole se soit stabilisé entre 40 et 60 dollars en 2017 avant d'augmenter à nouveau en 2018, cela n'est pas nécessairement le signe d'une reprise durable. Quoi qu'il en soit, un cours du pétrole plus haut aurait pour seul effet de permettre aux autorités de gagner du temps avant de s'attaquer aux problèmes de fond.¹¹ L'Etat ne peut plus se permettre d'ignorer ce que les économistes appellent le « syndrome hollandais » : une devise nationale surévaluée (en raison de la politique de la Banque centrale visant à maintenir un dinar algérien artificiellement fort) qui renchérit les exportations et les rend ainsi non compétitives. Cela aboutit à une diminution de la productivité industrielle hors secteur pétrolier, ce qui aggrave le chômage et rend l'économie fortement vulnérable aux fluctuations imprévisibles des prix des marchandises (par exemple du pétrole, des minéraux et des céréales).

Les gouvernements algériens successifs l'ont reconnu. Abdelmalek Sellal, Premier ministre entre 2012 et 2017, avait appelé en 2016 à mettre en place un « nouveau modèle économique » qui réduirait le rôle de l'Etat tout en consolidant celui du secteur privé et en limitant la dépendance aux revenus pétroliers et gaziers.¹² Ses successeurs ont répété le même message.¹³ Ils se sont tous heurtés à la résistance de groupes d'intérêt économique influents et à l'inertie institutionnelle, qui les ont condamnés à renoncer à leurs projets de réforme.

Néanmoins, l'Algérie dispose encore d'une marge de manœuvre importante pour concevoir une nouvelle approche, principalement grâce à la faiblesse de sa dette extérieure, inférieure à 2 pour cent du PIB. Ses partenaires – en particulier les pays européens qui souhaitent pouvoir compter sur des Etats forts au sud de la Méditer et de réfugiés – sont prêts à apporter leur soutien. Les experts prévoient que les réserves de change, bien qu'elles s'amenuisent, pourront encore financer les dépenses

⁹ Entretien de Crisis Group, Amor Khelif, directeur de recherche, Centre de recherche en économie appliquée pour le développement, Alger, septembre 2017.

¹⁰ « Algeria in talks with oil firms to set up trading venture », Reuters, 24 juillet 2018.

¹¹ Selon un économiste algérien et responsable politique à la retraite, « même si elle a amené beaucoup d'argent, l'augmentation du cours du pétrole de 2008 fut une catastrophe ; une drogue semblable à l'opium ou à la cocaïne. A chaque fois que nous y avons goûté, au début des années 1980 et en 2007-2008, l'Etat s'est lancé à corps perdu dans des dépenses et des grands projets qui ne sont pas rentables ». Entretien de Crisis Group, Alger, octobre 2017.

¹² « Sellal présente les grandes lignes du nouveau modèle de croissance économique », Radio Algérie, 5 juin 2016.

¹³ « Ahmed Ouyahia : "L'Economie de marché est une fatalité irréversible" », Algérie1.com, 23 décembre 2017.

publiques pour environ deux ans. Comme l'indique un expert au sein d'une institution financière internationale :

Le choc pétrolier a rendu plus manifeste le fait que des changements étaient nécessaires de toute urgence. La difficulté pour les autorités algériennes sera de trouver le bon rythme : si ces changements sont trop lents, l'ajustement pourrait être chaotique, et s'ils sont trop rapides, ils se heurteront la résistance de la population. Les autorités ont les moyens de placer le curseur au bon endroit ; reste à trouver cet endroit.¹⁴

C. *Quel programme de réforme ?*

Quand le cours du pétrole s'est effondré en juin 2014, l'Algérie disposait d'importantes réserves qui lui ont permis d'amortir le choc (178 milliards de dollars de devises étrangères et 37 milliards de dollars dans son Fonds de régulation des recettes [FRR], financé par les excédents budgétaires liés aux exportations d'hydrocarbures). Pourtant, au début de l'année 2018, il ne restait plus que 97,3 milliards de dollars de réserves, tandis que le gouvernement a épuisé le FRR en 2017 pour financer les déficits budgétaires successifs.¹⁵ Les autorités, persuadées que le cours du pétrole allait remonter, ont calculé le budget de 2017 sur la base d'un baril de pétrole à 70 dollars d'ici 2020 – un niveau atteint au premier trimestre de 2018, mais qui pourrait ne pas se maintenir.¹⁶

Prudemment et sans grande cohérence, le gouvernement a reconnu la crise.¹⁷ Il a introduit de timides mesures d'austérité dans le budget 2016, en coupant de 9 pour cent les dépenses publiques. Début 2016, il a augmenté le prix du carburant subventionné. N'étant confronté à aucune opposition d'envergure, il a ensuite opté pour des mesures plus agressives, diminuant de 14 pour cent les dépenses publiques dans le budget 2017. Il a également pris d'autres mesures telles que l'introduction de restrictions à l'importation et l'autorisation d'une dépréciation contrôlée du dinar algérien. Le budget 2018, adopté en décembre 2017, prévoit de nouvelles coupes. A cela s'est

¹⁴ Entretien de Crisis Group, expert de l'Algérie au sein d'une organisation financière internationale, Washington, février 2017.

¹⁵ Le gouvernement a créé le FRR en 2000 pour investir les excédents budgétaires en vue de financer la dette extérieure. Des experts ont critiqué la gestion opaque de ce fonds. Voir M. Hachemaoui, « La corruption politique en Algérie : l'envers de l'autoritarisme », *Esprit*, No. 6 (juin 2011), p. 111-135. Sur les statistiques de réserves de la Banque centrale, voir *Situation de la Banque d'Algérie*, Banque d'Algérie, juin 2018. Il existe moins de statistiques publiques sur le FRR mais tout indique que le fonds a été épuisé au début de l'année 2017. Voir « Le Fonds de régulation des recettes épuisé depuis février », *Le Matin d'Algérie*, 8 septembre 2017.

¹⁶ Entretien de Crisis Group, responsable du ministère des Finances algérien, Alger, décembre 2016.

¹⁷ Dès mai 2015, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a déclaré : « L'Algérie n'est pas à l'abri d'une crise économique majeure ». Cité dans « Crise économique : les aveux de Sellal », *Le Quotidien d'Oran*, 26 mai 2015. En septembre 2017, le Premier ministre Ahmed Ouyahia a déclaré au parlement : « Depuis 2014, l'Algérie est frappée par une crise financière qui s'annonce durable, car rien ne prévoit, à court et moyen terme, un redressement sensible des prix du pétrole ». Cité dans « Ouyahia dépeint un tableau sombre de la situation financière de l'Algérie », *Tout Sur l'Algérie*, 7 septembre 2017. Le 14 juin 2017, Bouteflika a publié un communiqué dans lequel il affirmait que « la crise des prix du pétrole s'installe dans la durée ». www.tsa-algerie.com/document-le-communique-des-conseils-des-ministres.

ajouté le recours à l'assouplissement quantitatif – une création de monnaie par la Banque centrale à travers l'émission d'obligations d'Etat – pour stimuler l'économie.

Ces mesures comportaient de nombreux risques. Bien qu'encensées par certains, il reste à savoir si elles constituent une stratégie globale de réforme économique ou une réponse superficielle à une crise urgente. Les experts économiques et les institutions financières ont en particulier critiqué l'assouplissement quantitatif. Selon un économiste, la mesure ne fait que « jeter de l'huile sur le feu » de l'inflation et augmentera le coût de la vie, découragera les investissements directs étrangers et sapera probablement les efforts d'industrialisation.¹⁸ Un diplomate européen résume ces critiques en ces termes : « L'assouplissement quantitatif vise à gagner du temps, pas à mettre en œuvre des réformes. Cela augmente juste les liquidités, au risque de créer de l'inflation. »¹⁹

Certains responsables affirment que le gouvernement a l'intention de rationaliser les dépenses publiques en révisant les programmes de subventions inefficaces et inutiles, d'augmenter les impôts pour la frange la plus riche de la population, de réduire et de formaliser l'économie informelle en rendant le secteur bancaire plus flexible et d'encourager la croissance du secteur industriel (qui représente actuellement moins de 5 pour cent du PIB).²⁰ Experts et responsables politiques s'accordent à dire que la diversification de l'économie visant à réduire sa dépendance aux revenus pétroliers et gaziers, de préférence via l'augmentation d'autres types d'exportations, est indispensable, tout comme la réduction de la facture des importations.²¹ Les responsables débattent depuis des années des moyens de mettre en œuvre ces réformes majeures, mais sans résultat concret.

¹⁸ Il déclare également : « Si les entreprises et la création d'emploi étaient dynamiques, l'afflux de liquidités à un meilleur prix pourrait contribuer à relancer la croissance. Mais l'environnement de l'Algérie n'est ni stable ni dynamique. Le financement non conventionnel aura donc des effets néfastes à court terme et entravera la croissance à long terme ». Entretien de Crisis Group, économiste algérien, septembre 2017. Le FMI a émis des critiques similaires vis-à-vis du gouvernement concernant le recours à l'assouplissement quantitatif plutôt qu'à l'emprunt extérieur.

¹⁹ Le Fonds monétaire international (FMI) a émis cette critique à de nombreuses reprises depuis 2015, et plus récemment dans le document « 2017 Article IV Consultation », juin 2017. Le gouvernement a opéré des coupes sans s'assurer d'un soutien suffisant de la population, ce qui risque selon l'institution financière de ralentir inutilement l'économie. Elle a également conseillé au gouvernement d'envisager l'emprunt extérieur comme une solution alternative à l'assouplissement quantitatif, qui a un effet inflationniste. Entretien de Crisis Group, Alger, février 2018.

²⁰ Entretien de Crisis Group, conseiller économique du gouvernement, Alger, septembre 2017.

²¹ Entretiens de Crisis Group, experts algériens de la diversification, responsables de la politique économique, Alger, septembre 2017. La plupart des experts estiment que le gouvernement devrait chercher à stimuler la croissance par les exportations plutôt que d'adopter de nouvelles mesures visant à bloquer les importations ou à y trouver des substituts, qui peuvent entraîner des pénuries de produits de base et de matériaux industriels. Voir aussi Alan Gelb, « Diversification économique dans les pays riches en ressources naturelles », présenté dans le cadre du séminaire « Ressources naturelles, finances et développement : les défis d'hier et d'aujourd'hui » coorganisé par la Banque centrale algérienne et l'Institut du FMI, Alger, 4-5 novembre 2010.

D. *Les traumatismes du passé*

Cette inaction s'explique notamment par le fait que le passage d'un socialisme d'Etat à un modèle plus proche d'une économie de marché de la fin des années 1980 au début des années 1990 est intimement lié, dans l'esprit des Algériens, à la violence de la décennie noire qui a suivi. Lorsque le cours du pétrole s'effondre en octobre 1985, les recettes tirées des exportations de gaz et de pétrole chutent de plus de 40 pour cent. S'ensuit une crise à plusieurs niveaux : les autorités abandonnent les programmes d'investissement et réduisent les programmes sociaux de grande ampleur. Les usines ferment, ce qui entraîne une hausse du chômage et une chute de la productivité. Le gouvernement, persuadé que le cours du pétrole va remonter, puise alors dans les réserves de change et emprunte à l'étranger pour financer les déficits budgétaires.²² Entre 1985 et 1988, le ratio du service de la dette fait plus que doubler, passant de 35 à 80 pour cent.²³

La crise économique et sociale qui a suivi la chute du cours du pétrole de 1985 a constitué le terreau des émeutes d'octobre 1988, lorsque des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour manifester contre la hausse des prix, le chômage et les mesures d'austérité. Le pays n'avait pas connu d'émeutes de cette ampleur depuis son indépendance en 1962. Les manifestations ont commencé à Alger avant de s'étendre à d'autres régions. Le déploiement de l'armée pour mettre fin à l'agitation a suscité des affrontements qui ont fait 500 morts (principalement quand l'armée a tiré sur les manifestants) et plus d'un millier de blessés.²⁴ Ces événements ont précipité la fin du parti unique et abouti, en 1991, aux premières élections libres du pays, suivies d'un coup d'Etat militaire qui a conduit l'Algérie à la guerre civile pendant ce que l'on a appelé la décennie noire. Au sujet de cette période, un membre du conseil exécutif du Forum des chefs d'entreprise (FCE, un groupe d'intérêt des entrepreneurs) déclare : « Nous ne pouvons pas revenir à l'Algérie des années 1990, un pays ravagé par le terrorisme et où la population, en mal de perspectives d'avenir et de visibilité, rejoignait les rebelles ».²⁵

Le souvenir de la dépression économique qui a précédé et exacerbé la violence politique hante tous les décideurs politiques, y compris les réformateurs. La dernière expérience de libéralisation économique et de démocratisation politique en Algérie a conduit à une décennie de massacres fratricides. Aujourd'hui, les autorités ne font

²² « Lorsque la crise de la dette frappa en 1993, nous disposions de 7 milliards de dollars de recettes et nous devions 8 milliards. Nous nous sommes rendus au FMI comme un mouton de l'Aïd va à l'abattoir. » Entretien de Crisis Group, économiste algérien et conseiller politique à la retraite, Alger, octobre 2017. Les politiques adoptées à l'époque ont abouti à la fermeture d'un millier d'entreprises publiques et au licenciement de 400 000 salariés, des faits que les autorités n'ont reconnus qu'en 2017. Voir « Ouyahia défend "la légitimité de l'espoir et de l'espérance en l'avenir de l'Algérie" », TSA, 27 septembre 2017. Pour plus d'informations, voir G. Delhaye et L. Lepape, « Les transformations économiques en Algérie : privatisation ou prédation de l'Etat ? », *Journal des Anthropologues*, no. 96-97 (2004), p. 3-4.

²³ M. Majumdar, *Transition and Development in Algeria: Economic, Social and Cultural Challenges* (Bristol, 2005), p. 49. Le ratio du service de la dette est le rapport entre le paiement du service de la dette et les recettes d'exportation d'un pays.

²⁴ « Contextualising contemporary Algeria: June 1965 and October 1988 », *Open Democracy*, 25 mai 2012.

²⁵ Entretien de Crisis Group, membre du conseil exécutif du FCE, Alger, septembre 2017.

jamais publiquement référence aux liens entre la crise économique et les troubles politiques et sociaux qui s'en sont ensuivis. Mais ce vécu – en particulier la perte de souveraineté dans la gestion des réformes – les hante, à l'heure où elles tentent de ne pas reproduire les mêmes erreurs.²⁶

Depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika en 1999, l'Algérie est parvenue à éviter qu'un tel scénario se répète. Ses trois premiers mandats ont représenté quinze années de prospérité croissante, au cours desquelles le pays s'est relevé d'un long conflit, retrouvant sécurité et stabilité. En appelant à la « concorde civile » lors de sa première élection en 1999, Bouteflika a offert aux Algériens un nouveau contrat social : oublier la « décennie noire » et les questions de responsabilité pour se concentrer sur le développement économique. Grâce à un cours du pétrole au beau fixe pendant près de deux décennies,²⁷ il est parvenu progressivement à arracher en partie le pouvoir des mains d'une classe dirigeante très puissante – l'armée, le Département du renseignement et de la sécurité (DRS), et le Front national de libération (FLN, le parti unique historique jusqu'à 1989) – souvent appelée « le pouvoir ». Il lui a substitué une présidence dont la prééminence avait été érodée par les troubles des années 1980 et 1990, construisant un régime dans lequel les élites économiques ont petit à petit acquis l'influence jadis réservée aux officiers supérieurs de l'armée ou à d'autres membres de la classe dirigeante.²⁸

Les soulèvements arabes de 2011 ont constitué la première mise à l'épreuve de ce nouveau système. Le gouvernement n'a pas lésiné sur les dépenses publiques pour apaiser le mécontentement de la population. Cette politique de l'aumône, qui comprenait de généreuses subventions, des investissements dans les infrastructures et un ambitieux programme pour la gratuité du logement, a offert une sécurité économique à de nombreux Algériens en échange du maintien de la paix sociale. En 2011, le gouvernement a créé des milliers de nouveaux emplois, en particulier dans le secteur de la sécurité, et supervisé une augmentation de 330 pour cent par rapport à l'année précédente des crédits sans intérêt à destination des jeunes entrepreneurs,

²⁶ Entretien de Crisis Group, responsable de la politique économique, Alger, septembre 2017. « Il faut être prudent avec la dette, car lors de la crise de 1986 nous avons dû diviser notre monnaie par dix, fermer des écoles et des hôpitaux. Si le pays n'a pas les reins solides d'un point de vue monétaire et financier, il peut vraiment s'effondrer C'est ce qui explique la position très ferme du président au sujet de la dette publique. Mais nous allons devoir augmenter les investissements pour développer la productivité de ce pays, notamment dans l'agriculture, les services, etc. ».

²⁷ Au début des années 2000, l'envolée des cours du pétrole et le réajustement des alliances internationales lié à la « guerre mondiale contre le terrorisme » menée par les Etats-Unis ont permis de rétablir la prospérité économique du pays. L'Algérie s'est débarrassée de son statut de paria hérité des années 1990 et a rétabli des relations commerciales et des partenariats en matière de sécurité avec les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. S'appuyant sur les recettes pétrolières, Bouteflika a lancé diverses initiatives simultanées visant à stimuler l'économie en y injectant de l'argent frais : une vague de privatisations à partir de 1999 et un programme de relance économique (2001-2004) suivi d'un programme complémentaire de soutien à la croissance de 55 milliards de dollars (2005-2009). Les politiques visant à construire un nouveau cadre économique et à mettre en œuvre un processus de réconciliation nationale étaient intimement liées. Voir T. Dahou, « Les marges transnationales et locales de l'Etat algérien », *Politique africaine : l'Algérie aux marges de l'Etat*, no. 137 (2015), p. 11.

²⁸ A. Boubekeur, « Rolling Either Way? Algerian Entrepreneurs as Both Agents of Change and Means of Preservation of the System », *The Journal of North African Studies*, vol. 18, no. 3 (2013), p. 469-481.

via l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ). Dans un tel contexte, les inquiétudes de la population, relayées par les médias, concernant la corruption et les dépenses superflues n'ont pas eu une grande portée et l'Algérie est sortie largement indemne de cette période de bouleversements régionaux.²⁹

Au cours de son quatrième mandat, à partir de 2014, Bouteflika a consolidé sa nouvelle configuration politique (en particulier avec le démantèlement de la DRS). Mais cette période a également été marquée par une incertitude politique croissante (notamment concernant la santé du président et sa capacité à gouverner) et le retour de la fébrilité économique.³⁰

²⁹ En réponse à une question posée au parlement sur la façon dont les recettes du pétrole depuis 2000 s'étaient évaporées, le Premier ministre Ahmed Ouyahia a déclaré : « Le peuple algérien sait où ont été dépensés les 1 000 milliards de dollars ». Cité dans « Ouyahia défend : "la légitimité de l'espoir et de l'espérance en l'avenir de l'Algérie" », op. cit.

³⁰ R. Tlemçani, « The Purge of Powerful Algerian Generals: Civil-military Reform or Presidential Power Grab? », Al Jazeera Centre for Studies, 12 février 2017.

III. L'élaboration des politiques économiques

A. *L'art de la politique économique*

Dans le système présidentiel algérien, le chef de l'Etat a le dernier mot sur la politique économique. Depuis 2014, un conseil consultatif chargé de la politique économique cherche à forger des compromis entre les trois institutions qui forment la Tripartite : l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le Forum des chefs d'entreprise (FCE) et le conseil des ministres.³¹ En théorie, ce dispositif se veut inclusif et garant de stabilité puisqu'il réunit des ministres, une association de chefs d'entreprise qui a rapidement gagné en influence depuis 2014 et la confédération syndicale la plus puissante et historiquement la plus importante du pays. En pratique, la Tripartite est une structure pyramidale et fait de la loyauté à l'égard du gouvernement une condition sine qua non pour participer au débat économique. L'exclusion d'acteurs importants, tels que des syndicats autonomes ou des entrepreneurs dissidents, limite la portée du débat.

Sur la scène politique, l'UGTA comme le FCE se situent au centre : le FCE défend les intérêts des entreprises tout en reconnaissant les racines socialistes du pays ; l'UGTA défend les travailleurs tout en soutenant l'émergence d'un secteur privé fort et en exprimant l'idée, que l'on aurait plutôt tendance à attribuer aux entrepreneurs, selon laquelle trop de bureaucratie nuit à la création d'emplois et aux affaires en général. Ces deux organisations considèrent que la Tripartite constitue un cadre constructif de dialogue social et sont d'avis que l'entreprise privée est essentielle au développement économique. Un responsable de l'UGTA affirme : « Nous n'avons peut-être pas le même niveau de dialogue social que les Scandinaves, mais nous faisons de notre mieux pour éviter la violence. Chaque partie doit être à l'écoute et faire des propositions. Nous devons nous écouter mutuellement ». ³² De même, un membre du conseil exécutif du FCE indique :

Nous ne disons rien contre les entreprises publiques, comme Air Algérie qui a 10 000 salariés au lieu de 3 500 Mais il faut renforcer le secteur privé, le rendre plus robuste et plus dynamique afin que le secteur public puisse progressivement disparaître, sauf dans certains secteurs clés comme le gaz, le pétrole et les services d'utilité publique ». ³³

Dans un environnement où la prise de décision reste très opaque, les dirigeants de l'UGTA et du FCE – respectivement Abdelmajid Sidi Said et Ali Haddad – jouissent d'une influence et d'un prestige importants du fait de leur proximité avec Saïd Bou-teflika, le frère du président et l'un de ses principaux conseillers.

Si la Tripartite semble pouvoir faire la synthèse entre les perspectives discordantes des deux organisations en matière de politique économique, l'une plus à gauche et l'autre plus libérale, la prise de décision est erratique, quand elle n'est pas paralysée. La coordination est mauvaise au sein des institutions et entre celles-ci, et la politique

³¹ Le Pacte social et économique de croissance de février 2014 formalisait cette coopération et lui conférait un rôle accru dans la prise de décision politique.

³² Entretien de Crisis Group, Alger, septembre 2017.

³³ Entretien de Crisis Group, Alger, décembre 2017.

peut changer de façon arbitraire.³⁴ Au cours du quatrième mandat de Bouteflika, le taux de renouvellement du personnel au sein du gouvernement a atteint des sommets, en particulier au sein des ministères clés tels que l'énergie et l'industrie. Cela a semé la confusion concernant les priorités du pays, qui sont fixées par le Premier ministre mais peuvent ensuite être modifiées par décret présidentiel.³⁵ L'opacité du processus de prise de décision et le manque de communication et de coopération au sein du gouvernement renforcent cette ambiguïté : en général, faute de coordination entre eux, les ministères ne connaissent pas les projets et les approches des autres. Un spécialiste de la politique industrielle qui a travaillé avec le gouvernement déclare :

Le contexte politique n'est pas propice à la diversification de l'économie. Les organismes qui devraient travailler ensemble ne le font pas. J'ai posé des questions sur l'élaboration de la politique industrielle à chacun des ministères concernés : le ministère des Finances m'a répondu qu'il ne traitait pas de politique industrielle, le ministère de l'Industrie m'a renvoyé vers le ministère du Commerce et le ministère du Commerce m'a répondu qu'il ne s'occupait que des statistiques commerciales et non de l'élaboration de la politique, et qu'il fallait que je m'adresse au ministère des Finances.³⁶

Les remplacements soudains et inattendus de hauts responsables gouvernementaux ont accru la confusion et mis en exergue le rôle politique d'entrepreneurs influents. Bouteflika a nommé Abdelmajid Tebboune, ministre de l'Habitat du précédent cabinet et membre du FLN, que l'on dit proche du chef de l'Etat, pour remplacer Sellal au poste de Premier ministre en mai 2017. En tant que ministre du Commerce par intérim entre janvier et mai 2017, Tebboune s'était fait un nom comme figure de la classe dirigeante prête à s'en prendre aux barons de l'importation – ces individus disposant de liens politiques privilégiés et dont le succès dépend de la capacité à obtenir des licences d'importation (voire des monopoles) sur des marchés lucratifs.³⁷

³⁴ Certains ont relevé que la politique économique manquait de cohérence et que le gouvernement faisait preuve de bien peu de zèle pour attirer des investissements étrangers. Un diplomate européen déclare : « Personne ne semble vouloir prendre les décisions difficiles et certaines réformes annoncées ont été abandonnées. Les investisseurs étrangers attachent la plus grande importance au caractère prévisible du processus décisionnel. Le gouvernement algérien semble penser que les autres gouvernements peuvent guider les investissements directs étrangers vers l'Algérie, et non qu'il lui incombe de créer un environnement des affaires attractif. Le ministre des Affaires étrangères nous menace de rendre les discussions sur les sujets qui nous tiennent à cœur, comme la migration, plus difficiles s'il n'obtient pas ce qu'il veut sur les questions économiques ». Entretien de Crisis Group, Alger, février 2018.

³⁵ Quand Sellal a promis d'accélérer la diversification économique, en janvier 2015, il n'a pas choisi de secteurs particuliers, mais a plutôt mis l'accent sur la diversification dans l'ensemble des activités économiques. Les pays qui sont parvenus à diversifier leur économie ont eu tendance à définir quatre ou cinq secteurs stratégiques prioritaires. Entretien de Crisis Group, expert algérien de la diversification, mai 2017. Sellal a nommé un groupe de travail sur l'économie de six membres, dont les travaux sont restés secrets et auraient finalement été censurés. Entretien de Crisis Group, industriel algérien, Alger, mai 2017.

³⁶ Entretien de Crisis Group, expert algérien de la diversification, mai 2017.

³⁷ Un économiste algérien et responsable politique à la retraite déclare : « Les barons de l'importation appartiennent à d'importantes factions militaires. Il y a environ onze généraux qui contrôlent les principaux marchés d'importation. Tebboune lui-même n'oserait pas toucher à ces individus. Tebboune s'agite beaucoup, mais il brasse de l'air ». Entretien de Crisis Group, Alger, mai 2017.

Pour réduire un déficit commercial en plein essor en raison de la baisse du cours du pétrole, il a rapidement décidé de suspendre un large éventail d'importations, ce qui a eu pour effet d'augmenter les prix et de geler les investissements industriels. En ciblant ouvertement les importateurs, considérés comme un groupe d'intérêt privilégié et surprotégé, il a suscité l'espoir que ses réformes économiques s'attaquent également à la corruption.³⁸ Tebboune s'est saisi de sujets délicats politiquement, tels que les licences d'importation ou la réforme agraire ; par sa détermination, il a bousculé l'ordre établi, marchant sur les plates-bandes du président du FCE Ali Haddad.³⁹

L'affrontement Tebboune-Haddad a fait les choux gras des médias algériens : par exemple, les photos montrant Saïd Bouteflika embrassant chaleureusement Haddad et semblant ne faire aucun cas de Tebboune, à l'enterrement de l'ancien Premier ministre Redha Malek le 30 juillet dernier, ont été largement diffusées et interprétées comme un présage de la chute du Premier ministre.⁴⁰ En limogeant Tebboune le 15 août, Bouteflika a semble-t-il signifié que les intérêts du monde des affaires étaient intouchables, quelle que soit l'urgence des réformes économiques.⁴¹

Tebboune a laissé sa place à Ahmed Ouyahia, un apparatchik aguerri qui avait déjà occupé le poste de Premier ministre à trois reprises (1995-1998, 2003-2006 et 2008-2012) et était directeur de cabinet du président juste avant sa nomination. Homme fort du pouvoir algérien, il est souvent considéré comme un compromis entre des groupes d'intérêts concurrents et son nom est parfois cité comme président potentiel, dont pourraient s'accommoder la plupart des membres de l'élite dirigeante, malgré une image publique controversée.⁴²

Quelques semaines après sa nomination, Ouyahia a mis en œuvre l'assouplissement quantitatif, permettant ainsi au gouvernement de financer son budget et de gagner du temps, en pariant notamment sur une hausse rapide du cours du pétrole. Pour l'instant, ce pari semble porter ses fruits. Le gouvernement a pu éviter de nouvelles coupes, tandis que la montée du cours du pétrole qui a s'est engagée début 2018 a permis de lever la pression sur le budget.

B. *Eviter les troubles*

Bien qu'il ait retrouvé une certaine marge de manœuvre, l'Etat a brandi des menaces voilées pour défendre sa politique économique, notamment en laissant entendre que la violence des années 1990 pourrait renaître. En septembre 2017, Ouyahia a déclaré devant le parlement que si le gouvernement ne mettait pas en œuvre sa politique d'assouplissement quantitatif, il manquerait de fonds pour payer les salaires des fonctionnaires dans les deux mois, insinuant que des troubles se profilaient. En octobre 2017, la chaîne publique ENTV a diffusé pour la première fois à la télévision

³⁸ Entretiens de Crisis Group, économistes algériens, Alger, mai 2017. Dans un discours devant le parlement le 20 juin 2017, Tebboune déclare : « Nous allons veiller à séparer entre le pouvoir de l'argent et le pouvoir politique et que chacun n'a qu'à nager dans son monde ». Cité par Brahim Takheroubt, « L'impitoyable univers », *L'Expression*, 23 juillet 2017.

³⁹ « Tebboune-Haddad, chronique d'une guerre intestinale », TSA, 31 juillet 2017.

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, journalistes algériens, Alger, août 2017.

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, journalistes algériens, chefs d'entreprises, experts, Alger, septembre 2017.

⁴² Entretiens de Crisis Group, journalistes et analystes politiques algériens, février 2018.

algérienne des images explicites et profondément bouleversantes des massacres des années 1990. Ceci a été largement interprété comme un avertissement au public, sommé de se taire et d'être reconnaissant pour la stabilité du pays.⁴³ L'intention semble être, comme en 2011, de dissuader la population de faire des vagues en protestant contre les décisions de l'Etat ou en les remettant en cause de quelque manière que ce soit.

Depuis fin 2016, avec l'annonce de la réduction du budget 2017, la contestation populaire des mesures d'austérité s'est manifestée de multiples façons. Les marches de protestation ont été pour la plupart spontanées, sans cadre organisationnel plus large et n'ont pas réussi à mobiliser les foules, à quelques exceptions près.⁴⁴ Après l'adoption de la loi de finances pour 2017, un mouvement de protestation de cinq jours prévu du 2 au 7 janvier, accompagné d'appels à la grève générale lancés par une association de commerçants contre les restrictions à l'importation, les hausses d'impôts et les pénalités, a tourné à l'émeute.

Du 2 au 4 janvier, les manifestants se sont heurtés aux forces de sécurité dans plusieurs villes de la province de Béjaïa, dans l'Est de la Kabylie, ainsi qu'à Bouira et Aïn Benian, dans la périphérie d'Alger. De jeunes hommes ont attaqué des symboles de l'Etat, comme l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD), pillé des biens dans des magasins de high tech et bloqué des routes. Les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser et des dizaines de manifestants auraient été blessés, ainsi que 39 policiers dans la seule région de Béjaïa.⁴⁵ Les services de sécurité ont dispersé ou interrompu plusieurs autres marches de protestation.⁴⁶ Des manifestations similaires ont eu lieu en 2018. En particulier,

⁴³ « Les images choquantes de la télévision gouvernementale fédèrent les Algériens », *Algérie Focus*, 1^{er} octobre 2017. www.algerie-focus.com/2017/10/decennie-noire-images-choquantes-de-television-gouvernementale-federent-algeriens. « Ils veulent qu'on se la ferme. Ils veulent que l'on arrête de demander comment 1 000 milliards de dollars [en référence aux recettes pétrolières et gazières dépensées depuis 1999, un chiffre souvent brandi par les responsables politiques] se sont évaporés », écrit un Algérien sur Facebook, qualifiant l'utilisation de ces images par l'Etat de « terrorisme psychologique ».

⁴⁴ Le nombre de *protesta* algériennes – des micro-protestations qui réclament à l'Etat des mesures de redistribution et n'ont aucun lien avec les partis politiques, les syndicats ou d'autres associations – serait passé de 10 000 en 2012 à 14 000 en 2015. Voir R. Parks, « Voter Participation and Loud Claim Making in Algeria », *Middle East Report* (Hiver 2016), p. 23-27.

⁴⁵ Voir « DGSN : 39 policiers ont été blessés lors des émeutes de Béjaïa », Algérie 1, 8 janvier 2017.

⁴⁶ Quelques semaines après la manifestation de Béjaïa, trois autres manifestations ont eu lieu. L'Intersyndicale, un réseau de syndicats autonomes, a organisé des assemblées pacifiques devant les bureaux des gouvernements locaux à Blida, Oran, Batna et Ouargla le 28 janvier 2017 pour exiger l'abrogation de la nouvelle loi sur les retraites. Les élèves de l'école des beaux-arts d'Alger ont déclenché une grève et sept d'entre eux ont entrepris une grève de la faim le 6 février – une première dans l'histoire de l'école – pour protester contre la mauvaise gestion et le sous-financement. Le 15 février, les forces de police ont été déployées en nombre dans le centre-ville d'Alger pour empêcher deux manifestations prévues par des étudiants en pharmacie et en chirurgie dentaire pour réclamer une meilleure formation et des emplois. Ce dernier mouvement de protestation a eu lieu après que Sellal eut reçu leurs représentants le 5 février. « Contrairement à ce qui a été annoncé, nos doléances n'ont pas été prises en charge », a déclaré un étudiant. Cité dans « Sit-in des étudiants en pharmacie et chirurgie dentaire à Alger : La manifestation empêchée », *Le Courrier d'Algérie*, 15 février 2017.

une grève des médecins a quasiment paralysé le secteur de la santé publique pendant six mois et forcé le gouvernement à faire des concessions.⁴⁷

Depuis que Bouteflika est au pouvoir, l'Algérie a beaucoup investi dans la réforme et la professionnalisation de ses services de sécurité, restaurant la confiance tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Les autorités ont pris conscience que des formes de violence et de surveillance considérées comme légitimes ou nécessaires pour combattre une insurrection ne le sont plus.⁴⁸ Les arrestations préventives et le harcèlement et les persécutions à l'encontre de figures contestataires sont plus efficaces pour écraser la révolte populaire que d'autres méthodes moins ciblées, qui ont encouragé l'escalade dans les années 1990 en Algérie, et plus récemment ailleurs lors des soulèvements du printemps arabe. Mais l'Etat n'a pas encore testé ce changement de tactique policière à grande échelle, et le ressentiment, à force de s'accumuler, pourrait s'exprimer de façon soudaine. Les autorités sont particulièrement prudentes dans leur façon de répondre aux manifestations dans le Sud, où la contestation augmente.⁴⁹

⁴⁷ Voir Zahra Chenaoui, « En Algérie, les médecins résidents suspendent leur grève des gardes », *Le Monde*, 28 mai 2018.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, source au sein des services de sécurité, Alger, février 2017. Malgré la crise financière, l'Algérie a dépensé 10 milliards de dollars pour la défense (24,4 pour cent du budget de l'Etat) en 2017 pour la troisième année consécutive, ce qui en fait le premier budget militaire d'Afrique. Voir « Future of the Algerian defence industry to 2022 – market attractiveness, competitive landscape and forecasts », *BusinessWire*, 22 octobre 2017. Voir aussi L. Martinez et R. Boserup, *Algeria Modern: From Opacity to Complexity* (London, 2016).

⁴⁹ Rapport de Crisis Group, *Sud de l'Algérie: turbulences à l'horizon*, op. cit. En novembre 2016, les manifestations contre la hausse des factures d'électricité après la réduction des subventions ont mobilisé des milliers de personnes dans des villes du Sud comme Biskra et Ouargla, poussant le gouvernement à alléger leurs factures. Voir « Energie/Allègement des factures d'électricité pour les wilayas du Sud », *Algérie Focus*, 14 novembre 2016.

IV. L'influence croissante du secteur privé

A. Une classe qui gagne en pertinence politique

Le Forum des chefs d'entreprise (FCE), dont le pouvoir s'est accru depuis 2014, semble sur le point de gagner encore plus d'influence politique. Le développement du secteur privé est de bon augure, car il devrait créer des emplois, diversifier l'économie et la rendre plus compétitive, mais il faudra faire preuve de vigilance et exercer un pouvoir de supervision pour exploiter, coordonner et orienter sa croissance. Ses détracteurs voient dans la montée en puissance du FCE après 2014 – lequel n'a pas la légitimité historique de l'armée ou du FLN – l'avancée d'une oligarchie susceptible d'influencer la politique de l'Etat en fonction de ses propres intérêts plutôt que de développer l'économie.⁵⁰ Bien que le FCE se décrive comme une force de pression pour la réforme de l'économie, son influence politique croissante a suscité plus d'attention que ses objectifs affichés de réforme.⁵¹

Depuis 2014, lorsque Haddad a financé la campagne de Bouteflika pour un quatrième mandat puis est devenu président du FCE, l'influence de ce lobby des entreprises n'a cessé d'augmenter.⁵² Elle a atteint de nouveaux sommets aux yeux du public en décembre 2016, lorsque Haddad a insisté – en dépit du protocole et après s'être vu refuser l'autorisation de le faire – pour prendre la parole devant le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra au Forum algéro-africain d'investissements et d'affaires, provoquant le départ de Sellal.⁵³ Pour les experts comme pour la société, la décision de Bouteflika de limoger Tebboune en août 2017 – peu de temps après que ce dernier eut directement pris pour cible l'empire de la construction d'Haddad – a montré que le pouvoir d'Haddad surpassait désormais celui du chef du gouvernement.⁵⁴ L'influence d'Haddad provient essentiellement de sa proximité réelle et

⁵⁰ Entretiens de Crisis Group, économistes et industriels algériens, Alger, mai 2017. Un économiste algérien et responsable politique à la retraite déclare : « Ce dont nous avons besoin, c'est d'une économie productive. La seule chose que le FCE sait bien faire, c'est escroquer l'Etat ». Entretien de Crisis Group, Alger, septembre 2017.

⁵¹ Voir Heba Saleh, « Algeria's corporate barons cast themselves as saviours of the economy », *Financial Times*, 12 juillet 2018 ; Leïla Beratto, « Algérie : Ali Haddad, un proche de Bouteflika, à la tête du patronat », Radio France International, 2 janvier 2015.

⁵² Haddad, un homme d'affaires de la région de Kabylie, est PDG du groupe de construction Entreprise de travaux routiers, hydrauliques et bâtiment (ETRHB) qui bénéficie de contrats lucratifs avec l'Etat. Il possède également deux journaux privés, *Le Temps d'Algérie* et *Waqt Eldjazair*, et deux chaînes de télévision, Dzair News et Dzair TV.

⁵³ Cette affaire a suscité la consternation parmi les responsables publics furieux de la notoriété recherchée par Haddad. Entretien de Crisis Group, organisateur du Forum, Alger, septembre 2017. Dans un autre incident lié aux tensions entre Haddad et les hauts responsables, l'ambassadeur d'Algérie en France, Amar Bendjama, a brusquement annoncé sa démission le 5 décembre 2016, apparemment à la suite d'un différend qui aurait éclaté après qu'il eut accéléré la délivrance de dizaines de visas à des invités du Forum dont les opinions étaient considérées comme hostiles à l'Algérie. « L'Algérie sans ambassadeur en France depuis plus de huit mois », TSA, 6 août 2017.

⁵⁴ Entretiens de Crisis Group, Alger, septembre 2017. Le 15 juillet, Tebboune a fait expulser Haddad d'une cérémonie de remise des diplômes d'une école d'administration publique ; le lendemain, le gouvernement a envoyé une demi-douzaine de lettres officielles au groupe ETRHB, le mettant en demeure concernant la livraison de divers projets représentant des centaines de millions de dollars. Voir « Haddad dit avoir "été victime d'une cabale" de la part du "prédateur" Tebboune, sans le nommer », *HuffPost Algérie*, 21 octobre 2017.

supposée avec Saïd Bouteflika, le frère du président ; de nombreux Algériens ont noté que le limogeage de Tebboune a eu lieu quelques jours seulement après la publication dans les médias d'images montrant les deux hommes rire et monter ensemble à bord d'un véhicule gouvernemental.⁵⁵

La montée du FCE fait écho à l'importance politique croissante de la classe entrepreneuriale en général. En mai 2017, pour la première fois, des personnalités du monde des affaires se sont présentées aux élections législatives, en particulier comme candidats du FLN et de son partenaire dans la coalition présidentielle pro-Bouteflika, le Rassemblement national démocratique (RND).⁵⁶ Leur influence croissante – en partie liée au rôle que plusieurs hommes d'affaires ont ouvertement joué dans le financement de la campagne pour la réélection de Bouteflika en 2014 – a été perçue comme une victoire pour les représentants du monde des affaires et, selon les critiques de gauche, une perte pour les représentants du peuple.⁵⁷ Face à cette tendance, des commentateurs algériens ont affirmé que, lors des futures élections présidentielles, le soutien financier du monde des affaires pourrait devenir aussi important que le soutien politique des centres de pouvoir traditionnels tels que l'armée.⁵⁸

B. *A qui appartient le secteur privé ?*

Les dirigeants du FCE se considèrent comme les gardiens d'une transition du socialisme étatique centralisé vers une économie de marché qui a commencé à la fin des années 1980 et a été interrompue par la décennie noire. Comme l'explique un membre du conseil exécutif du FCE :

Il faut qu'il y ait une transition pacifique d'un système à l'autre sans choc social trop fort. Nous sortons d'une période très difficile et nous ne pouvons pas y retourner. Il a fallu si peu de temps pour discréditer l'Algérie et si longtemps pour regagner la confiance des Algériens et des étrangers. En 1992, nous avons délaissé l'économie socialiste. Le processus de développement de l'entreprise privée n'a

⁵⁵ « Saïd Bouteflika et Haddad ont quitté ensemble El Alia : on ne touche pas à mon pote ! », *Le Matin d'Algérie*, 1^{er} août 2017.

⁵⁶ Le frère d'Ali Haddad, Mohand Haddad, était deuxième sur la liste du FLN à Tizi Ouzou ; Tayeb Ezraïmi, PDG du groupe Semoulerie industrielle de la Mitidja (une grande entreprise de l'agro-alimentaire), était tête de liste du RND à Blida ; Abderrahmane Benhamadi, président du groupe Condor Electronics (un entreprise spécialisée dans l'électronique et l'électroménager), était tête de liste du RND à Bordj Bou Arreridj et la nièce du milliardaire Issad Rebrab était tête de liste du Tajamoue Amal El-Djazair (TAJ) à l'étranger à Tunis. Voir « L'influence politique occulte des patrons algériens », *Orient XXI*, 26 avril 2017.

⁵⁷ Voir Cherif Dris, « Algérie 2014 : De l'élection présidentielle à l'émergence des patrons dans le jeu politique », *L'Année du Maghreb*, No. 13 (2015). Louisa Hanoune, présidente du Parti des travailleurs, a appelé à la lutte contre « l'argent sale » avant les élections et a fait un lien entre le manque d'intérêt de la population pour le scrutin et l'impunité dont bénéficient des députés du FLN et du RND impliqués dans des scandales de corruption. Voir « Appel à la sanction des députés de la majorité sortants », *Liberté*, 11 avril 2017.

⁵⁸ Par exemple, selon Nordine Grim : « L'élection présidentielle sera très coûteuse pour le candidat coopté par le noyau dur du gouvernement et il sera très important de savoir s'il peut s'assurer de l'appui financier d'une poignée d'oligarques qui l'aideraient à gagner le scrutin grâce aux millions qu'ils mettraient à sa disposition. » « Politique et argent: Qui aura les faveurs des hommes d'affaires ? », *Algérie Eco*, 15 août 2017.

pas vraiment été lancé avant 2000, ce qui fait que nous n'avons que dix-sept ans. Les deux tiers des emplois et les trois quarts de la valeur ajoutée proviennent du secteur privé. Le budget de l'Etat devrait reposer davantage sur les impôts sur les entreprises et moins sur les recettes d'exportation.⁵⁹

Le FCE estime que les transferts de connaissances et de technologies provenant des investissements étrangers sont essentiels au développement d'un secteur privé fort. Il ne considère pas comme un facteur dissuasif l'obligation qu'au moins 51 pour cent des investissements en capital dans toute entreprise locale soient détenus localement, en dépit des plaintes récurrentes des investisseurs étrangers.⁶⁰ Le FCE appelle à rationaliser les dépenses sociales, qu'il juge très inefficaces, et met l'accent en particulier sur la réforme des subventions pour l'énergie et le logement. Il est aussi favorable à ce que l'intégration du secteur informel à l'économie formelle devienne une priorité : d'énormes quantités d'argent circulent dans une économie parallèle énorme, qui est plus flexible qu'un secteur bancaire et financier rigide et excessivement bureaucratique, et s'est montrée remarquablement résistante aux efforts visant à la réguler. La circulation informelle de l'argent prive non seulement le gouvernement de recettes fiscales mais rend aussi impossible le type d'analyse économique détaillée nécessaire à la planification.⁶¹

Le besoin d'investissements et de partenariats étrangers pour soutenir l'entreprise privée a conféré une nouvelle importance diplomatique au FCE, ce qu'il a accueilli avec enthousiasme. Les délégations du FCE envisagent une Algérie transformée par rapport à l'époque socialiste, avec des entreprises privées nouvelles et dynamiques et un fort potentiel inexploité. Il a identifié les pays occidentaux et le Japon comme des partenaires d'investissement souhaitables, compte tenu des perspectives de transfert de connaissances et de technologies associées, et l'Afrique subsaharienne comme un marché d'exportation prometteur. Le FCE cherche à traduire les liens politiques et diplomatiques étroits entre l'Algérie et les pays africains en relations économiques.⁶²

⁵⁹ Entretien de Crisis Group, membre du conseil exécutif du FCE, Alger, septembre 2017.

⁶⁰ Les entreprises peuvent contourner cette exigence ; par exemple, les 51 pour cent peuvent être répartis entre plusieurs partenaires algériens pour rendre l'actionnaire étranger dominant, ou ces entrepreneurs peuvent conclure des conventions d'actionnaires dans lesquelles le partenaire étranger a une majorité de voix. Pourtant, les partenaires étrangers de l'Algérie se plaignent que cette exigence (que l'on croit imposée par Bouteflika lui-même) entrave les investissements directs étrangers. Entretiens de Crisis Group, diplomates de l'UE et des Etats-Unis, Bruxelles et Alger, novembre 2017. De nombreux investisseurs étrangers estiment néanmoins que le grand marché que représente la classe moyenne algérienne est suffisamment attractif pour accepter de renoncer à une majorité. Entretiens de Crisis Group, économistes et industriels algériens, Alger, mai 2017.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, économistes et responsables politiques algériens, Alger, septembre 2017.

⁶² Entretien de Crisis Group, membre du conseil exécutif du FCE, Alger, septembre 2017. Le Maroc, rival diplomatique et économique de l'Algérie en Afrique de l'Ouest, fait exactement le contraire avec beaucoup plus d'efficacité, transformant les relations économiques naissantes avec des partenaires africains en relations diplomatiques dont il peut ensuite tirer des bénéfices politiques au sein de l'Union africaine. Sur le plan des exportations régionales, l'Algérie apporte un certain savoir-faire et une compétitivité dans des secteurs tels que la pharmacie et les infrastructures. Depuis 2015, elle a supervisé un certain nombre de projets, dont l'électrification de la capitale tchadienne N'Djamena. Entretien de Crisis Group, membre du conseil exécutif du FCE, Alger, septembre 2017. Le Forum algéro-africain d'investissements et d'affaires, lancé par le FCE en décembre 2016, a atti-

Ses détracteurs reprochent au FCE d'incarner le côté rétrograde plutôt qu'innovateur de l'entreprise privée algérienne. Selon un analyste économique algérien :

Le FCE représente des intérêts libéraux, y compris ceux des barons de l'importation. Les barons de l'importation ne veulent pas de diversification et de production à l'intérieur du pays ; ils veulent des importations parce qu'elles leur permettent de manipuler le marché des devises. Leur modèle économique dépend de leur capacité à arbitrer [profiter de prix différents pour le même actif sur plusieurs marchés] en vendant des biens à des prix gonflés. Ce ne sont pas de vrais investisseurs capitalistes. Ils ne produisent rien. C'est ce groupe d'acteurs économiques qui a provoqué le limogeage de Tebboune.⁶³

Les responsables gouvernementaux et les membres du FCE semblent conscients du fait que les barons de l'importation doivent se tourner vers des secteurs plus productifs. « Les élites veulent empocher beaucoup d'argent, déclare un conseiller du gouvernement. Mais nous n'avons plus de devises étrangères. Il faut pousser les barons de l'importation à s'engager dans une activité productive. Les circonstances nous obligent à sortir de ce syndrome hollandais ». ⁶⁴

Le FCE paie le prix de sa visibilité politique accrue : ses détracteurs le décrivent régulièrement comme un parasite à qui des faveurs ont été accordées et qui joue un rôle politique pernicieux.⁶⁵ C'est en partie une caricature qui ne reflète pas la diversité de ses membres, mais c'est aussi la conséquence prévisible de sa politisation, laquelle récompense les chefs d'entreprise qui soutiennent le gouvernement et punit ceux qui le contestent. Les entrepreneurs à l'esprit indépendant doivent souvent faire face à de nombreux obstacles, comme l'a montré l'empoignade publique entre le gouvernement et l'industriel milliardaire Issad Rebrab, dont le groupe Cevital produit la majorité des exportations du pays, hors hydrocarbures.⁶⁶

ré 300 chefs d'entreprises de tout le continent dans le cadre d'un événement de deux jours à Alger visant à renforcer les relations et à conclure des accords commerciaux. Une centaine de protocoles d'accord entre chefs d'entreprise algériens et d'Afrique subsaharienne ont été signés à la suite de ce Forum, ce qui a été très apprécié par les acteurs algériens cherchant à être plus présents sur le continent. Entretien de Crisis Group, membre du FCE, Alger, septembre 2017.

⁶³ Entretien de Crisis Group, Amor Khelif, directeur de recherche, Centre de recherche en économie appliquée pour le développement, Alger, septembre 2017.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, conseiller économique du gouvernement, Alger, septembre 2017.

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, analystes économistes algériens, Alger, mai-septembre 2017. « Le FCE est un lobby qui repose sur une contradiction : il cherche à obtenir des avantages fiscaux et financiers de l'Etat tout en faisant pression pour libéraliser l'économie ». Entretien de Crisis Group, responsable algérien à la retraite spécialisé dans la politique économique, Alger, octobre 2017.

⁶⁶ Le cas d'Issad Rebrab est l'exemple le plus frappant de la façon dont l'Etat fait obstruction aux entrepreneurs jugés trop indépendants. Rebrab a systématiquement soutenu les opposants de Bouteflika depuis 2004, lorsqu'il s'est brouillé avec le FCE sur sa décision de soutenir le second mandat de Bouteflika. Le groupe commercial de Rebrab a immédiatement commencé à avoir des problèmes avec les autorisations portuaires et les approbations des douanes. Voir WikiLeaks, « Form over function: surviving as a newspaper in Algeria today », 5 mai 2008. L'Etat a depuis fait obstacle aux activités de Rebrab, le neuvième homme le plus riche d'Afrique avec des avoirs nets estimés à 4,3 milliards de dollars, et dont le groupe Cevital est la plus grande entreprise privée en Algérie : le port de Béjaïa a retenu les équipements industriels de Cevital pendant plusieurs mois, ce qui a déclenché des grèves et des manifestations des travailleurs, et un tribunal a annulé son achat du journal *El Khabar*. Selon la rumeur, Rebrab envisagerait de se présenter à la présidentielle en 2019. Voir

V. Surmonter la paralysie

L'Algérie est à la croisée des chemins. L'administration de Bouteflika, qui a exploité les traumatismes passés des Algériens pour prolonger son mandat, ne peut ou ne veut pas se saisir de la question successorale. Depuis plusieurs années, des personnalités algériennes se demandent régulièrement et publiquement si Bouteflika gouverne réellement le pays, et exigent avec toujours plus d'audace qu'il ne se présente pas pour un cinquième mandat.⁶⁷ Des figures de l'opposition ont appelé, en vain, à une transition négociée qui s'attaque également aux problèmes économiques urgents.⁶⁸ Pourtant, face à de tels appels, la présidence et la coalition politique qui la soutient ont choisi soit de garder le silence, soit de miser sur un autre mandat de Bouteflika comme ciment du système. Ces derniers veulent croire que de nombreux Algériens sont reconnaissants pour la paix dont ils jouissent depuis 1999 et s'inquiètent davantage de ce qu'un avenir inconnu pourrait leur apporter.⁶⁹

Il en résulte une paralysie croissante, qui se manifeste non seulement dans le statu quo politique dominé par le FLN et le RND, mais aussi en matière de politique économique et étrangère.⁷⁰ Cette paralysie a notamment pour conséquence d'étouffer le débat qui n'a que trop tardé sur la manière de s'adapter à la baisse des revenus pétroliers et gaziers et de réduire la dépendance de l'Algérie aux hydrocarbures. Un tel débat doit avoir lieu à deux niveaux : entre les élites – les hommes d'affaires, les technocrates et les politiques – qui disposent d'une influence politique et le grand public, mais aussi entre ces élites elles-mêmes.

Que les changements économiques nécessaires surviennent de manière soudaine en réponse à la crise ou plus graduellement si la hausse du cours du pétrole permet de gagner du temps, le gouvernement doit dans un premier temps améliorer sa communication et sa capacité à faire passer des messages. Cette étape est nécessaire pour expliquer les défis à venir, la nécessité des réformes – y compris celles qui peuvent être impopulaires – et les résultats qu'elles sont censées apporter. Ces dernières années, le gouvernement a eu tendance à sous-estimer ou à masquer des données économiques inquiétantes, notamment l'évaporation des recettes d'exportation pour l'épargne et l'investissement.⁷¹ Un effort de transparence sur l'état des finances pu-

Skander Salhi, « Election présidentielle de 2019 : la candidature de Rebrab, le scénario qui fait peur à Alger », *Maghreb Intelligence* (www.maghreb-intelligence.com), 10 mai 2018.

⁶⁷ Voir par exemple, « Algérie : trois personnalités politiques appellent à empêcher Bouteflika de briguer un cinquième mandat », *Jeune Afrique*, 9 octobre 2017.

⁶⁸ Selon un chef de l'opposition algérienne : « Entre la chute des prix du pétrole et la hausse de la consommation intérieure d'énergie, il sera de plus en plus difficile d'exporter du pétrole après 2025. Face à cette situation économique, il n'y a pas d'ouverture politique. Le problème n'est pas un problème de politique, mais de gouvernance : nous avons un gouvernement inefficace, opaque et qu'il est presque impossible d'inciter à rendre compte. Nous avons besoin d'un gouvernement d'unité nationale, un gouvernement qui donne aux Algériens le sentiment de chercher sincèrement à faire les changements nécessaires. Sans coopération avec les forces sociales, l'Etat ne peut pas résoudre la crise ». Entretien de Crisis Group, Alger, février 2018.

⁶⁹ Entretiens de Crisis Group, activistes, universitaires et journalistes algériens, diplomates occidentaux, Alger, octobre 2017-février 2018.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Par exemple, le Premier ministre de l'époque Sellal a juré en juillet 2016 que les réserves de change ne tomberaient « en aucun cas » sous le seuil de 100 milliards de dollars, mais c'est préci-

bliques et la manière dont l'argent public est dépensé serait important pour faire comprendre la situation économique du pays et éviter le type de réponses alarmistes qui peuvent prévaloir quand aucune information fiable n'est disponible.

La méfiance de nombreux Algériens à l'égard à la fois de l'Etat et du secteur privé, qui naît de l'impression qu'une petite élite s'est accaparée l'Etat, est un autre problème à régler. Ni les décideurs politiques ni leurs partenaires du secteur privé et du mouvement syndical ne devraient sous-estimer le rôle que joue la corruption dans l'imaginaire populaire; en particulier, les scandales de la banque Khalifa et de la Sonatrach ont érodé la confiance tant des Algériens que des investisseurs étrangers.⁷² Mi-2018, la saisie de plus de 700 kilogrammes de cocaïne dissimulée dans une cargaison de viande congelée appartenant à un homme d'affaires influent a provoqué la consternation ; certains y ont vu le signe de la complicité présumée de hauts responsables sécuritaires dans le crime organisé.⁷³

Si les responsables politiques veulent répondre aux préoccupations du public face à la corruption, ils pourraient envisager de tenir pour responsables les auteurs des excès les plus flagrants du passé, mais il s'agit d'un choix risqué d'un point de vue politique car il pourrait porter atteinte à des intérêts particuliers. Une lutte plus résolue contre la corruption risque aussi de devenir une chasse aux sorcières politisée, surtout dans un contexte de renouvellement annoncé au sommet de l'Etat. Une solution plus satisfaisante pourrait consister à réduire le risque que de tels cas se reproduisent, par exemple en nommant une commission d'experts chargée d'examiner la législation et les procédures administratives existantes et de proposer des réformes pour améliorer le contrôle des dépenses publiques.⁷⁴

Toute renégociation du contrat social post-1990 – dépenses publiques généreuses, y compris pour le développement de nouvelles élites économiques, en échange du consentement politique au pouvoir de Bouteflika et de l'impunité des auteurs de violences pendant la guerre civile – doit être envisagée avec prudence. La génération née dans les années 1990 a peu de souvenirs de cette décennie de violences et devra faire face à une hausse des prix des produits de base à mesure que le gouvernement

sément ce qui s'est passé fin novembre 2017. Voir « Sellal : les réserves de change ne baisseront pas en dessous de 100 milliards de dollars », *HuffPost Algérie*, 14 juillet 2016.

⁷² Voir la note de bas de page 7 pour plus d'informations sur le cas Sonatrach. « Fresh Trouble for Algerian Oil and Gas », *Forbes.com*, 12 mars 2013. Le scandale très médiatisé de la banque Khalifa impliquait l'un des plus grands conglomérats du secteur privé, dont une banque, une compagnie aérienne et une chaîne de télévision. En 2003, la banque a déclaré faillite, et les économies de plus d'un million de clients, dont des entreprises publiques, se sont évaporées. La proximité avec les frères Bouteflika a été déterminante dans la construction de l'empire de Khalifa ; une rupture avec eux aurait créé les conditions de sa chute. Entretiens de Crisis Group, journalistes algériens, Alger, septembre 2017. Voir aussi Renaud Lecadre, Florence Aubenas, José Garçon et Cédric Mathiot, « La face cachée de l'“empire” Khalifa », *Libération*, 30 octobre 2002.

⁷³ « Affaire des 701 kg de cocaïne: Complicités et dommages collatéraux », *El Watan*, 11 juillet 2018. Le scandale, qui fait toujours l'objet d'une enquête, a entraîné le renvoi d'un certain nombre de hauts responsables sécuritaires et l'examen minutieux des relations de l'homme d'affaires avec un large éventail de responsables politiques, de fonctionnaires et de leurs familles.

⁷⁴ L'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC), créée après le soulèvement de 2011 en Tunisie et dont l'une des missions est de proposer des réformes politiques pour lutter contre la corruption, pourrait être un modèle. Voir le rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°177, *La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie*, 10 mai 2017.

éliminera les subventions. Les moins de 30 ans – 70 pour cent de la population – entrent aujourd'hui sur le marché du travail avec de sombres perspectives d'avenir et une capacité considérablement réduite de l'Etat à les soutenir.⁷⁵ Alors que certains s'indignent du retournement de conjoncture, d'autres le perçoivent comme une chance : il y a une volonté au sein de ce groupe de se faire sa propre place et de réduire sa dépendance à l'égard de l'Etat. Selon Abdellah Malek, 28 ans, qui dirige une start-up technologique à Alger :⁷⁶

Une grande partie de la société reçoit des choses gratuitement depuis vingt ans. Les gens doivent travailler dur pour se libérer de leur dépendance. Si les entrepreneurs ne sont pas capables de faire les choses par eux-mêmes, ils compteront toujours sur l'aide du gouvernement ; une trop grande partie de la société souffre déjà de cette mentalité à cause des revenus pétroliers.⁷⁷

La perception du grand public selon laquelle la corruption est répandue parmi une petite élite d'entrepreneurs et de décideurs politiques est intimement liée à la relation entre une poignée de hauts responsables et les élites économiques influentes sur le plan politique. « Séparer l'argent du pouvoir politique », comme l'ancien Premier ministre Tebboune l'a promis – ce qui lui aurait coûté son poste, selon de nombreux observateurs – est un slogan politiquement lourd qui contraste avec la réalité : de puissants hommes d'affaires s'organisent pour défendre leurs intérêts personnels et d'entreprises, et la lutte contre la corruption est trop souvent utilisée comme arme politique. Une meilleure approche consiste à accroître le nombre de parties prenantes dans la formulation de la politique économique.

Une partie de la controverse autour de l'influence du FCE est d'ordre idéologique, reflétant les clivages typiques entre la droite et la gauche ou entre le libéralisme et l'étatisme qui peuvent généralement être résolus par le rééquilibrage du pouvoir des élites et les résultats des élections. Mais le problème du FCE réside aussi largement dans la perception qu'il incarne les intérêts de la classe dirigeante et d'une nouvelle élite plutôt que les intérêts économiques du pays dans son ensemble, bien qu'il en soit le principal réformateur. Comme le confie un conseiller en politique économique, « la Tripartite devrait être élargie. Si l'on cherche à construire un consensus populaire autour des réformes, le fait que seuls l'UGTA et le FCE soient représentés a un

⁷⁵ Youth Policy Labs, Algeria factsheet, 2014. Organisation internationale du travail, base de données Ilostat, mars 2017.

⁷⁶ Malek est atypique et assez populaire parce qu'il est jeune, dynamique, vient d'un milieu pauvre et qu'il est entièrement autodidacte. En 2018, Forbes l'a reconnu comme l'un des entrepreneurs africains de moins de 30 ans les plus influents. Bien qu'il ne soit peut-être pas représentatif de la génération des moins de 30 ans, il est indéniablement un leader d'opinion avec une légitimité populaire.

⁷⁷ Entretien de Crisis Group, Abdellah Malek, directeur, Sylabs, Alger, septembre 2017. Malek a organisé une conférence sur les start-up à Alger en 2016, à laquelle ont assisté de nombreux hauts responsables du gouvernement et qui a débouché sur plusieurs contrats importants. Il s'est dit optimiste que le dialogue entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs aiderait le gouvernement à mieux adapter son soutien aux besoins des jeunes entrepreneurs, même si ce soutien est trop axé sur le matériel et les prêts d'argent et pas assez sur la formation et les ressources humaines. Il a également cité des progrès en matière de réduction de la bureaucratie ; par exemple, un document disponible en quatre à six semaines en 2016 pouvait l'être en une semaine en 2017.

impact négatif ». ⁷⁸ Tendre la main aux brebis galeuses du monde des affaires, y compris à ceux qui sont perçus comme des critiques du gouvernement de Bouteflika, comme Issad Rebrab, pourrait non seulement enrichir le débat sur la politique économique de points de vue différents, mais aussi désamorcer les accusations selon lesquelles le FCE défend les intérêts d'une faction en particulier plutôt que du secteur privé dans son ensemble. ⁷⁹

⁷⁸ Entretien de Crisis Group, conseiller en chef en matière de politique économique, Alger, octobre 2017.

⁷⁹ Un autre exemple d'un homme d'affaires qui tente de promouvoir d'autres points de vue que ceux du FCE est Slim Othmani, directeur de l'entreprise de boissons NCA Rouiba et président du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE), un groupe de réflexion économique. Il a fait pression en faveur d'une modernisation de la pensée sur l'économie, en donnant des conférences et en intervenant dans les médias pour pousser pour moins de bureaucratie et plus d'autonomie dans le secteur privé, jusqu'ici sans grand effet. Entretien de Crisis Group, Slim Othmani, Alger, octobre 2017.

VI. Conclusion

La décennie noire a laissé un héritage complexe en Algérie. Le pays a appris que libéraliser trop rapidement son économie sous la pression soudaine d'une dette extérieure croissante n'était pas sans danger, et il a la ferme intention d'éviter de répéter les erreurs du passé. L'Algérie doit maintenant trouver un équilibre entre la nécessité d'un ajustement économique et des intérêts particuliers, qu'il s'agisse d'hommes d'affaires privilégiés ou d'acteurs de la société qui considèrent des changements rapides et substantiels au modèle redistributif comme trop perturbateurs. Ce modèle, aussi inefficace qu'il soit, a permis à de nombreuses personnes de sortir de la pauvreté et a contribué à stabiliser un pays déchiré par la guerre.

La mise en œuvre d'une transition qui s'écartera du modèle économique actuel exigera plus de transparence et d'ouverture à tous les niveaux, ainsi qu'une plus grande obligation de rendre compte pour les institutions publiques et le secteur privé. En fin de compte, la réforme profonde dont l'Algérie a besoin nécessite une ouverture stratégique tant vis-à-vis de l'étranger qu'au sein même du pays, pour permettre à divers acteurs économiques, politiques et sociétaux de participer à la construction d'un nouveau modèle pouvant assurer à la fois stabilité et croissance. L'attitude actuelle du gouvernement, qu'il s'agisse de prendre des décisions économiques majeures ou d'aborder des questions politiques et sociétales plus larges, est trop souvent distante, arrogante et en décalage avec les attentes des Algériens.

Malgré l'incertitude politique qui prévaut avant l'élection présidentielle de 2019 et, plus généralement, la transition présidentielle qui se profile et pourrait ou non s'aligner sur le calendrier électoral, quelques premières mesures prudentes sont possibles. Il pourrait s'agir notamment d'améliorer la transparence sur l'état des finances publiques et d'élargir le débat sur les défis auxquels l'Algérie est confrontée et sur la meilleure façon de les relever au-delà des acteurs du monde des affaires et de la société civile qui participent déjà au processus décisionnel. Les jeunes Algériens en particulier – qui représentent la majeure partie de la population et dont l'avenir est en jeu – devraient être au cœur de toute initiative visant à trouver une solution de long terme aux défis économiques.

Comme de nombreux autres problèmes en Algérie, les questions de réforme économique ont eu tendance à être reportées, alors que les partisans du changement attendent l'émergence d'une classe dirigeante davantage tournée vers l'avenir. Mais cela pourrait prendre un certain temps, et les décideurs actuels devraient comprendre qu'il serait plus avisé – pour eux-mêmes et pour l'Algérie – de prendre une longueur d'avance et d'éviter une crise future plutôt que de faire face au choc lorsqu'il surviendra. Il n'est pas trop tôt pour élargir le cadre d'un débat qui porte autant sur l'évolution du modèle social algérien que sur les mesures techniques nécessaires pour mettre en œuvre ces réformes correctives.

Alger/Bruxelles, 19 novembre 2018

Annexe A : Carte de l'Algérie



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires Mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, ministère danois des Affaires étrangères, ministère émirati des Affaires étrangères, ministère finlandais des Affaires étrangères, ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère islandais des Affaires étrangères, ministère liechtensteinois des Affaires étrangères, ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, ministère néerlandais des Affaires étrangères, ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, ministère norvégien des Affaires étrangères, ministère qatari des Affaires étrangères, ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Elders Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

Annexe C : Rapports et briefings sur Moyen-Orient et Afrique du Nord depuis 2015

Rapports Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Israël/Palestine

The Status of the Status Quo at Jerusalem's Holy Esplanade, Rapport Moyen-Orient N°159, 30 juin 2015 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

No Exit? Gaza & Israel Between Wars, Rapport Moyen-Orient N°162, 26 août 2015 (aussi disponible en arabe).

How to Preserve the Fragile Calm at Jerusalem's Holy Esplanade, Briefing Moyen-Orient N°48, 7 avril 2016 (aussi disponible en arabe et en hébreu).

Israel/Palestine: Parameters for a Two-State Settlement, Rapport Moyen-Orient N°172, 28 novembre 2016 (aussi disponible en arabe).

Israel, Hizbollah and Iran: Preventing Another War in Syria, Rapport Moyen-Orient N°182, 8 février 2018 (aussi disponible en arabe).

Averting War in Gaza, Briefing Moyen-Orient N°60, 20 juillet 2018 (aussi disponible en arabe).

Irak/Syrie/Liban

Arming Iraq's Kurds: Fighting IS, Inviting Conflict, Rapport Moyen-Orient N°158, 12 mai 2015 (aussi disponible en arabe).

Lebanon's Self-Defeating Survival Strategies, Rapport Moyen-Orient N°160, 20 juillet 2015 (aussi disponible en arabe).

New Approach in Southern Syria, Rapport Moyen-Orient N°163, 2 septembre 2015 (aussi disponible en arabe).

Arsal in the Crosshairs: The Predicament of a Small Lebanese Border Town, Briefing Moyen-Orient N°46, 23 février 2016 (aussi disponible en arabe).

Russia's Choice in Syria, Briefing Moyen-Orient N°47, 29 mars 2016 (aussi disponible en arabe).

Steps Toward Stabilising Syria's Northern Border, Briefing Moyen-Orient N°49, 8 avril 2016 (aussi disponible en arabe).

Fight or Flight: The Desperate Plight of Iraq's "Generation 2000", Rapport Moyen-Orient N°169, 8 août 2016 (aussi disponible en arabe).

Hizbollah's Syria Conundrum, Rapport Moyen-Orient N°175, 14 mars 2017 (aussi disponible en arabe et en farsi).

Fighting ISIS: The Road to and beyond Raqqa, Briefing Moyen-Orient N°53, 28 avril 2017 (aussi disponible en arabe).

The PKK's Fateful Choice in Northern Syria, Rapport Moyen-Orient N°176, 4 mai 2017 (aussi disponible en arabe).

Oil and Borders: How to Fix Iraq's Kurdish Crisis, Briefing Moyen-Orient N°55, 17 octobre 2017 (aussi disponible en arabe).

Averting Disaster in Syria's Idlib Province, Briefing Moyen-Orient N°56, 9 février 2018 (aussi disponible en arabe).

Winning the Post-ISIS Battle for Iraq in Sinjar, Rapport Moyen-Orient N°183, 20 février 2018 (aussi disponible en arabe).

Saudi Arabia: Back to Baghdad, Rapport Moyen-Orient N°186, 22 mai 2018 (aussi disponible en arabe).

Keeping the Calm in Southern Syria Rapport Moyen-Orient N°187, 21 juin 2018 (aussi disponible en arabe).

Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functioning State, Rapport Moyen-Orient N°188, 30 juillet 2018 (aussi disponible en arabe).

How to Cope with Iraq's Summer Brushfire, Briefing Moyen-Orient N°61, 31 juillet 2018.

Saving Idlib from Destruction, Briefing Moyen-Orient N°63, 3 septembre 2018 (aussi disponible en arabe).

Prospects for a Deal to Stabilise Syria's North East, Rapport Moyen-Orient N°190, 5 septembre 2018 (aussi disponible en arabe).

Afrique du Nord

Libya: Getting Geneva Right, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°157, 26 février 2015 (aussi disponible en arabe).

Réforme et stratégie sécuritaire en Tunisie, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°161, 23 juillet 2015 (aussi disponible en anglais).

L'Algérie et ses voisins, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°164, 12 octobre 2015 (aussi disponible en anglais et en arabe).

The Prize: Fighting for Libya's Energy Wealth, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°165, 3 décembre 2015 (aussi disponible en arabe).

Tunisie : justice transitionnelle et lutte contre la corruption, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°168, 3 mai 2016 (aussi disponible en arabe).

Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale, Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord N°50, 22 juin 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

The Libyan Political Agreement: Time for a Reset, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°170, 4 novembre 2016 (aussi disponible en arabe).

Sud de l'Algérie : turbulences à l'horizon, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°171, 21 novembre 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

La transition bloquée : corruption et régionalisme en Tunisie, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°177, 10 mai 2017 (aussi disponible en arabe).

How the Islamic State Rose, Fell and Could Rise Again in the Maghreb, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°178, 24 juillet 2017 (aussi disponible en arabe et français).

How Libya's Fezzan Became Europe's New Border, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°179, 31 juillet 2017 (aussi disponible en arabe).

Endiguer la dérive autoritaire en Tunisie, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°180, 11 janvier 2018 (aussi disponible en anglais et en arabe).

Libya's Unhealthy Focus on Personalities, Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord N°57, 8 mai 2018.

Making the Best of France's Libya Summit, Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord N°58, 28 mai 2018 (aussi disponible en français).

Tunisie : dépasser les querelles pour restaurer la confiance, Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord N°62, 2 août 2018 (aussi disponible en anglais et en arabe).

After the Showdown in Libya's Oil Crescent, Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord N°189, 9 août 2018 (aussi disponible en arabe).

Iran/Yemen/Golfe

Iran and the P5+1: Solving the Nuclear Rubik's Cube, Rapport Moyen-Orient N°152, 9 mai 2014 (aussi disponible en farsi).

The Huthis: From Saada to Sanaa, Rapport Moyen-Orient N°154, 10 juin 2014 (aussi disponible en arabe).

Iran and the P5+1: Getting to "Yes", Briefing Moyen-Orient N°40, 27 août 2014 (aussi disponible en farsi).

Iran Nuclear Talks: The Fog Recedes, Briefing Moyen-Orient N°43, 10 décembre 2014 (aussi disponible en farsi).

Yemen at War, Briefing Moyen-Orient N°45, 27 mars 2015 (aussi disponible en arabe).

Iran After the Nuclear Deal, Rapport Moyen-Orient N°166, 15 décembre 2015 (aussi disponible en arabe).

Yemen: Is Peace Possible?, Rapport Moyen-Orient N°167, 9 février 2016 (aussi disponible en arabe).

Turkey and Iran: Bitter Friends, Bosom Rivals, Briefing Moyen-Orient N°51, 13 décembre 2016 (aussi disponible en farsi).

Implementing the Iran Nuclear Deal: A Status Report, Rapport Moyen-Orient N°173, 16 janvier 2017 (aussi disponible en farsi).

Yemen's al-Qaeda: Expanding the Base, Rapport Moyen-Orient N°174, 2 février 2017 (aussi disponible en arabe).

Instruments of Pain (I): Conflict and Famine in Yemen, Briefing Moyen-Orient N°52, 13 avril 2017 (aussi disponible en arabe).

Discord in Yemen's North Could Be a Chance for Peace, Briefing Moyen-Orient N°54, 11 octobre 2017 (aussi disponible en arabe).

The Iran Nuclear Deal at Two: A Status Report, Rapport Moyen-Orient N°181, 16 janvier 2018 (aussi disponible en arabe et en farsi).

Iran's Priorities in a Turbulent Middle East, Rapport Moyen-Orient N°184, 13 avril 2018 (aussi disponible en arabe).

How Europe Can Save the Iran Nuclear Deal, Rapport Moyen-Orient N°185, 2 mai 2018 (aussi disponible en farsi et en arabe).

Yemen: Averting a Destructive Battle for Hodeida, Briefing Moyen-Orient N°59, 11 juin 2018.

The Illogic of the U.S. Sanctions Snapback on Iran, Briefing Moyen-Orient N°64, 2 novembre 2018 (aussi disponible en arabe).

The United Arab Emirates in the Horn of Africa, Briefing Moyen-Orient N°65, 6 novembre 2018.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL**Lord (Mark) Malloch-Brown**

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL**Robert Malley**

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL**Fola Adeola**

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Robert Fadel

Ancien membre du parlement du Liban ; propriétaire et membre du conseil du groupe ABC

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ramtame Lamamra

Ancien ministre des Affaires étrangères de l'Algérie ; ancien commissaire à la paix et la sécurité, Union africaine

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck

Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan

Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP
Shearman & Sterling LLP
Statoil (U.K.) Ltd.
White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

(5) Anonyme
Scott Bessent
David Brown & Erika Franke
Herman De Bode

Stephen Robert
Luděk Sekyra
Alexander Soros
Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

Anonyme
APCO Worldwide Inc.
Atlas Copco AB
Chevron
Edelman UK
Eni
HSBC Holdings Plc
MetLife
Noble Energy
RBC Capital Markets
Shell

DONATEURS PRIVES

(3) Anonyme
Mark Bergman
Stanley Bergman & Edward Bergman
David & Katherine Bradley
Eric Christiansen
Sam Englehardt
The Edelman Family Foundation
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman
David Harding
Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti
Geoffrey Hsu
David Jannetti

Faisel Khan
Cleopatra Kitti
Michael & Jackie Lambert
Samantha Lasry
Leslie Lishon
Malcolm Hewitt Wiener Foundation
The New York Community Trust – Lise Strickler & Mark Gallogly Charitable Fund
The Nommontu Foundation
Brian Paes-Braga
Kerry Propper
Duco Sickinghe
Nina K. Solarz
Clayton E. Swisher
Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger
Tripp Callan
Kivanc Cubukcu
Matthew Devlin
Victoria Ergolavou
Noa Gafni
Christina Bache
Lynda Hammes
Jason Hesse
Dalí ten Hove

Lindsay Iversen
Azim Jamal
Arohi Jain
Christopher Louney
Matthew Magenheim
Madison Malloch-Brown
Megan McGill
Hamesh Mehta
Tara Opalinski
Perfecto Sanchez

Nidhi Sinha
Chloe Squires
Leeanne Su
Bobbi Thomason
AJ Twombly
Dillon Twombly
Annie Verderosa
Zachary Watling
Grant Webster

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite
George Mitchell
Président émérite
Gareth Evans
Président émérite
Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Celso Amorim
Óscar Arias
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Nahum Barnea
Kim Beazley
Shlomo Ben-Ami

Christoph Bertram
Lakhdar Brahimi
Kim Campbell
Jorge Castañeda
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Sheila Coronel
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Stanley Fischer
Carla Hills
Swanee Hunt
Wolfgang Ischinger

Aleksander Kwasniewski
Ricardo Lagos
Joanne Leedom-Ackerman
Todung Mulya Lubis
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Roza Otunbayeva
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos
Olympia Snowe
Javier Solana